



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°16- du 29 avril au 5 mai 2022

## En bref

- HSBC fait face à des accusations de *greenwashing* de la part de l'organisme britannique de surveillance de la publicité, une enquête ayant conclu que deux publicités de la banque ont induit les clients en erreur en faisant la promotion sélective de ses initiatives écologiques.

- Boris Johnson a admis que le Gouvernement « peut faire plus » pour aider les familles confrontées à la crise du coût de la vie. Il a ensuite prévenu qu'un nouveau plan d'aide pourrait contribuer à la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt.

- Une partie du personnel de la *Financial Conduct Authority* (FCA) a lancé un mouvement de grève pour la première fois de son histoire pour protester contre leurs conditions salariales.

- Boris Johnson a nommé Greg Clark, député conservateur, comme nouvel *Trade Envoy* au Japon.

- La ministre en charge du commerce britannique, Anne-Marie Trevelyan, a réuni virtuellement plusieurs partenaires commerciaux afin d'envisager de nouvelles mesures économiques et commerciales pour aider l'économie ukrainienne.

### LE CHIFFRE À RETENIR

10,25%

Selon la [BoE](#), l'inflation annuelle de 2022 devrait atteindre 10 ¼%.

## ❖ **Fait marquant : Le 4 mai 2022, la Banque d'Angleterre a relevé son taux d'intérêt directeur, de +0,25 pt de %, pour la 4<sup>e</sup> fois consécutive, atteignant désormais 1,0 %.**

Bien que l'ampleur de la hausse corresponde à celle attendue, les votes ont été plus partagés que prévu. Alors que la majorité des prévisionnistes s'attendait à un vote à l'unanimité ou à la quasi-unanimité en faveur de la hausse de +0,25 pt, elle ne recueille que 6 votes, les 3 autres membres ayant voté en faveur d'une hausse de +0,5 pt de %.

Le comité de politique monétaire (CPM) a affirmé, à nouveau, que les ventes de titres détenus par la BoE, soit une politique de *quantitative tightening* active, dépendront des circonstances économiques, notamment des conditions de marché, et que les ventes devraient être menées de manière progressive et prévisible. Plus généralement, alors que cette idée faisait précédemment l'unanimité, le CPM est désormais divisé sur l'opportunité d'un nouveau resserrement monétaire dans les mois qui viennent, en raison notamment de la dégradation des prévisions de croissance en lien avec la hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat.

La BoE maintient sa prévision de croissance pour l'année 2022 à 3,75% et révisé à la baisse la croissance de 2023, s'attendant désormais à une contraction, -0,25%. La prévision d'inflation pour 2022 a été largement révisé, de 5,75% à 10,25%.



## Actualité macro-économique

**La variation de la composition de la main d'œuvre due à la fin de la pandémie engendre de plus fortes contributions aux hausses des salaires que lors de la crise financière de 2008** – Selon l'[ONS](#), entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2009, l'effet de composition avait augmenté la croissance moyenne annuelle des salaires de 0,7 pt de % au maximum, tandis qu'entre le deuxième trimestre 2020 et le deuxième trimestre 2021, l'effet de composition a augmenté la croissance des salaires d'au moins 2,8 pt de %.

**Le taux d'absence pour cause de maladie au Royaume-Uni en 2021 est passé à 2,2 %, après avoir atteint un niveau record (bas) de 1,8 % en 2020** – Il s'agit du niveau le plus élevé depuis 2010, où il était également de 2,2 %. Selon l'[ONS](#), 149,3 M jours ont été perdus pour cause de maladie ou d'accident au Royaume-Uni en 2021, soit 4,6 jours par travailleur.

**L'emprunt net des ménages s'élève à 7,0 Md£ en mars 2022 contre 4,6 Md£ le mois précédent** – Ce niveau reste au-dessus du niveau moyen de 4,3 Md£ sur les douze mois précédant février 2020. Dans le même temps, le nombre d'emprunts approuvés reste stable, soit 70 700 accords en mars contre 71 000 en février.

## Actualité commerce & investissement

**George Brandis, Haut Commissaire australien au Royaume-Uni, condamne la vision « archaïque » des agriculteurs britanniques** – En fin de mandat, George Brandis a accordé un entretien au [FT](#) où il confie être « effaré par la crainte des agriculteurs » vis-à-vis de l'accord commercial entre le Royaume-Uni et l'Australie signé en décembre dernier. Il estime que la *National Farmers Union (NFU)*, principal syndicat agricole britannique, a été « acculturé au système de la politique agricole commune (PAC) » et semble avoir des difficultés à affronter le « changement culturel » provoqué par le Brexit. En réponse, la présidente de la NFU, Minette Batters, estime que l'accord ne fera qu'exacerber la précarité des agriculteurs britannique au vu du contexte économique actuel. En outre, George Brandis fait allusion au système politique britannique pointant « l'inertie bureaucratique » et la « culture séculaire » de l'administration britannique. *A contrario*, selon lui, l'Australie ferait preuve de « plus de souplesse » et serait une « source d'inspiration » pour le Royaume-Uni, notamment en matière de politique migratoire.

**Les négociations commerciales entre la Suisse et le Royaume-Uni prioriseront les services** – Dans le cadre d'un renforcement de l'accord de continuité hérité de l'UE, les deux partenaires ont déclaré vouloir miser sur la renommée des fournisseurs de services des deux pays « fermement ancrés en Europe mais en dehors de l'UE », selon les termes de la ministre britannique du commerce extérieur. Cet accord devrait

ainsi insérer de nouvelles mesures pour le commerce numérique et de facilitation pour les services financiers, juridiques, de conseil et technologiques. Les fournisseurs de services représentent plus de 70% du PIB des deux économies; les échanges totaux bilatéraux entre les deux pays ont atteint 38,4Md£ en 2021.

**Le Royaume-Uni annonce de nouvelles sanctions interdisant certains fournisseurs de services britanniques à exercer des activités en relation avec la Russie** – Pour l’instant cette interdiction porte sur les activités telles que la comptabilité, le conseil en gestion et en affaires publiques. Bien que la liste des activités visées n’ait pas été publiée par le gouvernement et que la date d’entrée en vigueur soit encore inconnue, les services juridiques devraient être exemptés du champ d’application. A noter que l’UE prévoit également d’adopter une interdiction similaire dans le cadre de son « sixième paquet » de sanctions. La ministre des affaires étrangères, Liz Truss, a également annoncé l’ajout de 63 personnes affiliées à des médias russes à la liste des personnes visées par le gel des avoirs et l’interdiction de voyager.

**La Professional Qualification Bill reçoit le Royal Assent** – Cette nouvelle loi, qui a pour objectif d’établir un nouveau système de reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l’étranger, devrait entrer en vigueur d’ici l’automne prochain. Par ailleurs, cette loi octroie des prérogatives aux autorités des professions réglementées du Royaume-Uni en vue de conclure des accords de reconnaissance avec leurs homologues (il existe environ 200 professions réglementées au Royaume-Uni). Le gouvernement considère que cette nouvelle loi renforcera la capacité de Royaume-Uni à négocier et conclure des accords de libre-échange ambitieux,

permettant d’accéder à de nouveaux marchés. Pour mémoire, l’Accord de commerce et de coopération entre l’UE et le Royaume-Uni établit un conseil de partenariat par le biais duquel les autorités réglementaires britanniques et européennes peuvent soumettre une recommandation conjointe en vue d’un accord de reconnaissance mutuelle. Les services juridiques bénéficient de dispositions spécifiques, permettant aux avocats britanniques de conseiller leurs clients au sein de l’UE en utilisant leur titre d’origine et *vice-versa*.

## Actualité financière

### 1 Banques et assurances

**La Banque d’Angleterre a lancé une consultation concernant le futur du Real Time Gross Settlement (RTGS)** – Ce système de paiements interbancaires est en pleine rénovation. Les principaux points d’attention concernent le passage aux messages ISO 20022 améliorés en avril 2023 et l’introduction d’un nouveau moteur de règlement central au printemps 2024. Cette consultation vise à recueillir l’avis du secteur sur les futures modalités de la feuille de route pour le système RTGS au-delà de 2024. À long terme, la BoE souhaite que le service RTGS amélioré serve de plateforme ouverte au secteur des services financiers britanniques pour faciliter un règlement sûr et efficace en monnaie banque centrale. La date limite pour répondre à la consultation est le 30 juin 2022.

**Elisabeth Stheeman, membre du *Financial Policy Committee (FPC)*, a [discouru](#) sur l'importance d'intégrer le risque climatique dans le calcul des risques financiers** – Selon elle, son intégration est à l'ordre du jour du FPC depuis plusieurs années, initialement du point de vue de l'évaluation des risques pour les assureurs en cas d'événements climatiques catastrophiques, et désormais, également du point de vue de l'impact systémique des risques liés au climat. Elle identifie deux risques : le risque physique et le risque de transition. Ce second risque est lié à la réévaluation de la valeur d'un large éventail d'actifs à forte intensité de carbone et, par conséquent, une augmentation des coûts d'exploitation pour l'industrie. De fait, cette situation pourrait donner lieu à un risque de crédit pour les prêteurs et à un risque de marché pour les assureurs et les investisseurs. Dans cette optique, le FPC, conjointement avec le Comité de réglementation prudentielle (PRC) de la BoE, a entrepris un exercice de scénario climatique (CBES) pour évaluer la résilience des principales banques et assurances britanniques, et de l'ensemble du système financier, face à différents scénarios climatiques. L'exercice n'a pas pour but de déterminer des exigences de capital mais de comprendre l'exposition des institutions financières en vue de mieux gérer le risque que pose le dérèglement climatique.

**La publication des principales banques anglaises de leurs résultats du premier trimestre 2022 révèle des performances mitigées** – Si les résultats pré-taxes de Natwest (1,2 Md£) ont excédé les anticipations des analystes (755 M£), les résultats de Barclays et HSBC sont en deçà de ces dernières. Barclays a subi une hausse des coûts liés à des litiges et des provisions à la suite de l'erreur de *trading* ayant coûté 450 M£ survenue en mars, reportant son

rachat d'actions d'1 Md£. Les confinements en Chine, les problèmes d'approvisionnement et la guerre en Ukraine ont fortement impacté les résultats d'HSBC, diminuant ceux-ci de 1,6 Md\$ par rapport au Q1 2021 (4,2 Md\$ contre 5,8 Md\$). Enfin, les résultats avant impôts de Lloyd's, qui étaient attendus en forte baisse en raison de l'inflation, ont été meilleurs qu'anticipés (1,6 Md£ au lieu de 1,4 Md£ attendus par les analystes), notamment grâce à la croissance des *mortgages* et de la hausse des taux d'intérêts.

**La *Prudential Regulation Authority (PRA)* a [lancé](#) l'*Insurance Stress Test (IST)* de 2022** - L'IST est organisé tous les deux ans et vise à obtenir des informations auprès des plus grandes compagnies d'assurance-vie et générales du Royaume-Uni. Dans une lettre envoyée aux entreprises participantes, la PRA a exposé ses objectifs pour l'IST et fourni les instructions et modèles que les entreprises doivent suivre pour réaliser le test. Parmi les scénarios figurent notamment une chute de taux d'intérêts, une forte hausse, ainsi qu'une forte baisse de l'activité américaine qui impacterait le *Lloyd's Market*, marché assurantiel londonien. Elle invite également les assureurs à retenir des scénarios précis selon leurs spécificités. L'IST 2022 est l'une des principales priorités de la PRA cette année, car il permet d'orienter l'activité de surveillance, d'évaluer la résilience du secteur et d'améliorer la capacité à répondre aux futurs chocs du marché, qui pourrait être fortement affecté par le contexte macroéconomique. La date limite de soumission est le 28 septembre 2022.

**La PRA a publié une [consultation](#) dans le cadre de son projet de création d'un régime de réglementation prudentielle simplifié, appelé *Strong & Simple*, pour les banques -**

Elle vise à définir la taille et la nature des entreprises qui pourront bénéficier du régime simplifié, à l'instar d'un seuil maximum proposé de 15 Md£ d'actifs totaux. Un autre critère pourrait être introduit, visant les activités de portefeuille de négociations au bilan et hors-bilan, qui devraient être égale ou inférieure à 5 % de l'actif total de l'entreprise et/ou à 44 M£. Les entreprises pouvant prétendre au régime simplifié devront également montrer que 85 % de leurs débiteurs sont localisés au Royaume-Uni. La date limite pour les retours à cette consultation est fixée au 22 juillet 2022. La PRA prévoit aussi de consulter sur d'autres aspects du régime simplifié au début de 2023. Une deuxième série de propositions devrait suivre en 2024.

priorités parlementaires du gouvernement. Cette exclusion serait en effet perçue par certains acteurs comme annonçant un potentiel abandon de la réforme. Pour rappel, ce projet prévoit notamment la création d'un nouvel organisme de surveillance comptable appelé *Audit, Reporting and Governance Authority*, qui devrait être doté de pouvoirs plus importants et d'un mandat élargi à l'égard des administrateurs de sociétés. La coalition a également demandé au gouvernement une révision de la section 172 de la loi sur les sociétés afin d'actualiser les devoirs des administrateurs et d'harmoniser leurs obligations vis-à-vis des actionnaires sur leur impact social et environnemental.

## 2 Audit

**Des entreprises et des syndicats britanniques mettent en garde contre le retard de la législation sur l'audit** – Selon le [FT](#), une coalition de plus de 50 entreprises, syndicats et groupes commerciaux britanniques a mis en garde Boris Johnson consécutivement à l'annonce que cette législation ne serait pas incluse dans le discours de la Reine du 10 mai, qui définit les

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)